

# L'Europe utilisera-t-elle les drones israéliens contre les réfugiés ?

Mark Akkerman – 31 octobre 2018



*Israël a utilisé de nombreuses fois les drones pour détruire à grande échelle Gaza. Photo: Basel Yazouri, ActiveStills*

Les gardes-côtes européens sont en train d'étudier si des avions de guerre israéliens seraient des outils utiles pour réprimer les réfugiés.

En septembre, l'Agence de management des frontières de l'Union européenne Frontex [a annoncé](#) le démarrage de vols d'essais de drones en Italie, en Grèce et au Portugal. Il y avait une omission majeure dans la déclaration de Frontex : le type de drones testé avait été utilisé auparavant pour attaquer Gaza.

Certains détails sur les compagnies impliquées dans ces essais ont été publiés plus tôt dans l'année. Un « [avis d'attribution de marché](#) » a révélé qu'Israel Aerospace Industries était l'un

des deux fournisseurs sélectionnés.

Israel Aerospace Industries est payée 5,5 millions de dollars pour jusqu'à 600 heures de vols d'essais.

Le drone qu'Israel Aerospace Industries [offre](#) pour la surveillance maritime s'appelle le *Heron*.

Selon le propre site web de la compagnie, le *Heron* a été « éprouvé au combat ». C'est une expression codée signifiant qu'il a été employé pendant trois attaques majeures d'Israël contre Gaza pendant la dernière décennie.

Après l'opération Plomb durci, l'attaque israélienne sur Gaza de fin 2008 et début 2009, une enquête de *Human Rights Watch* [a conclu](#) que des dizaines de civils avaient été tués par des missiles lancés à partir de drones. Le *Heron* a été identifié comme l'un des principaux drones déployés dans cette offensive.

Frontex – qui [expulse](#) fréquemment des réfugiés d'Europe – a étudié les drones depuis un certain temps. Déjà en 2012, Israel Aerospace Industries [avait présenté](#) le *Heron* à un événement organisé par Frontex.

Par ses vols d'essais, Frontex permet à l'industrie de guerre israélienne d'adapter la technologie testée sur les Palestiniens à des fins de surveillance. Alors que les dirigeants de l'Union européenne [professent](#) couramment leur souci des droits humains, l'implication de fabricants d'armes pour surveiller les frontières partage plus que quelques similitudes avec les politiques belliqueuses poursuivies par le gouvernement de Donald Trump aux Etats-Unis.

### **Des opportunités commerciales**

Les entreprises israéliennes bénéficient des décisions prises des deux côtés de l'Atlantique.

L'année dernière, Elta – une filiale d'Israel Aerospace

Industries – a été [engagée](#) pour dessiner un prototype pour le mur controversé que Trump a proposé d'établir le long de la frontière américaine avec le Mexique. Elbit, un autre fabricant israélien de drones, a gagné en 2014 un contrat pour [construire](#) des tours de surveillance entre l'Arizona et le Mexique.

Les mêmes compagnies poursuivent les opportunités commerciales en Europe.

Elta a été en contact avec divers gouvernements à propos de leur système « de patrouille virtuelle des frontières » – qui est basé sur l'interception des communications téléphoniques des mobiles et l'espionnage des usagers d'internet. Pour fournir un prétexte à une telle intrusion, la compagnie joue sur la politique de la peur. Amnon Sofrin, un dirigeant d'Elta qui occupait auparavant une position de premier plan dans l'agence israélienne d'espionnage et d'assassinat du Mossad, a [recommandé](#) que l'Europe choisisse en priorité la « sécurité » plutôt que les libertés civiles.

L'entreprise israélienne Magal Systems cherche aussi des contrats en Europe. Magal a installé ce qu'elle appelle une barrière « intelligente » – livrée avec des capteurs et un équipement avancé de caméras – le long de la frontière d'Israël avec Gaza.

Saar Koush, jusqu'à récemment le PDG de Magal, a argué que le rôle de l'entreprise dans la mise en place d'un siège des deux millions d'habitants de Gaza leur donnait un argument commercial unique – ou au moins rare. « Tout le monde peut vous donner un très joli Powerpoint, mais peu de gens peuvent vous montrer un projet aussi complexe que Gaza, qui est constamment testé en combat », [a dit](#) Koush.

## **Apprendre d'Israël?**

Frontex est en contact avec d'autres entreprises israéliennes.

En juin de cette année, l'Union européenne a publié une [notice](#) montrant que la compagnie israélienne Windward avait gagné un contrat de près de 1 million de dollars pour travailler à un projet d'« analyse maritime » organisé par Frontex. Gabi Ashkenazi, un ancien chef de l'armée israélienne, est [conseiller](#) à Windward ; David Petraeus, qui a commandé les troupes américaines occupant l'Irak et l'Afghanistan, est l'un de ses investisseurs.

Dans son [rapport annuel] 2016 ([https://frontex.europa.eu/assets/Key\\_Documents/Annual\\_report/2016/Annual...](https://frontex.europa.eu/assets/Key_Documents/Annual_report/2016/Annual...)), Frontex déclarait que « les premiers pas avaient été faits afin de développer des relations « stratégiques » avec Israël. Frontex a ultérieurement [exprimé](#) son intention d'accroître cette coopération d'ici 2020.

Un point clé est « l'apprentissage mutuel ». Il est plus que probable qu'il s'agisse d'un euphémisme pour échanger des notes sur les tactiques qui devraient être utilisées contre les gens fuyant la pauvreté ou la persécution.

Israël a une réputation effroyable en ce qui concerne le traitement des réfugiés. Des Africains vivant en Israël ont été sujets à des mauvais traitements racistes de la part des plus hauts niveaux du gouvernement. Benjamin Netanyahu, le Premier ministre, les a [étiquetés](#) comme des « infiltrés ».

Un autre ministre du gouvernement a [soutenu](#) que les Africains ne peuvent être considérés comme des humains.

Selon l'agence de sondage Gallup, Israël est l'une des nations du monde [les moins hospitalières](#) pour les réfugiés. Malgré sa proximité géographique avec la Syrie, Israël a [refusé](#) l'entrée aux victimes de la guerre en cours.

L'an dernier, Netanyahu a été [entendu](#) disant aux dirigeants d'un groupe de pays connu comme le groupe de Visegrad (ou Visegrad 4) – la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie – qu'ils devraient fermer leurs frontières aux

réfugiés. Il a aussi déclaré qu'Israël joue un rôle important dans la réduction de la migration vers l'Europe et suggéré qu'Israël devrait être récompensé pour cela.

L'identification d'Israël comme partenaire pour une « coopération stratégique » avec Frontex est inquiétante en soi. Les préparatifs pour utiliser les outils de répression d'Israël contre les réfugiés navigant vers l'Europe le sont encore plus.

*Mark Akkerman est un chercheur associé à Stop Wapenhandel (la campagne hollandaise contre le commerce des armes) et au Transnational Institute. Il est l'auteur des rapports [Border Wars](#) et [Expanding the Fortress](#).*

Traduction : CG pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)